

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 11/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE REUILLY et DIOU ENERGIES

ERG France
16 Boulevard Montmartre
75009 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010012570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN DE REUILLY et DIOU ENERGIES implanté REUILLY /DIOU 36260 Diou. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE REUILLY et DIOU ENERGIES
- REUILLY /DIOU 36260 Diou
- Code AIOT : 0010012570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de REUILLY et DIOU Energies est composé de 3 postes de livraison électrique, ainsi que de 9 aérogénérateurs Nordex N117, d'une puissance unitaire de 2,4 MW, présentant une hauteur totale en bout de pale de 150 m maximum et un diamètre de rotor de 117 m.

Le parc est situé sur les communes de Diou et de Reuilly au nord-est du département de l'Indre, il a été mis en service le 20 novembre 2019.

Depuis le 28 juin 2025, la gestion du parc est assurée par la société ERG France, en remplacement de la société VALEMO. Ces informations ont bien été communiquées aux services de la préfecture et à l'inspection des installations classées.

Les activités du parc éolien de REUILLY et DIOU Energies sont encadrées par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et elles sont soumises au régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	60 jours
2	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours
6	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Suivi des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective	60 jours
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Biodiversité	AP Complémentaire du 11/08/2021, article 3.	Demande d'action corrective	60 jours
14	Biodiversité	AP Complémentaire du 11/08/2021, article 4	Demande d'action corrective	60 jours
16	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 9	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa	Sans objet
5	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
10	Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Biodiversité	AP Complémentaire du 11/08/2021, article 2	Sans objet
15	Biodiversité	Code de l'environnement du 17/07/2025, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les deux chemins menant aux aérogénérateurs E1 et E8 sont carrossables pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les accès et les plateformes situés aux pieds des aérogénérateurs E1 et E8 sont entretenus. A proximité immédiate de la plateforme située au pied de l'éolienne E8, l'Inspection constate la présence d'un tas de vieille paille déposé par l'agriculteur propriétaire de la parcelle. Ces déchets de végétaux risquent d'attirer la faune volante à proximité des éoliennes. Constat : les abords de l'éolienne E8 ne sont pas maintenus en bon état de propreté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les numéros apparaissant sur les mâts des aérogénérateurs E1 et E8 ne correspondent pas avec les numéros enregistrés sur OREOL. Les numéros affichés correspondent aux références NORDEX des machines.</p> <p>L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour reprendre la numérotation des pieds de mâts.</p> <p>Les consignes au niveau des accès aux aérogénérateurs E1 et E8 ainsi qu'au niveau du poste de livraison PDL2 sont présentes avec les mentions attendues.</p> <p>Constat : Les aérogénérateurs ne sont pas clairement identifiés par un numéro affiché sur leurs mâts.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Essais annuels des arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Pour l'éolienne n°5, l'inspection a pu consulter le rapport de maintenance K0801_026162_EN_FR en date du 28/03/2025, en particulier les points portant sur les contrôles de mise à l'arrêt.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

L'inspection a consulté 2 rapports de vérifications des installations électriques pour les éoliennes E5 et E8.

Les missions de vérifications ont été réalisées le 05/02/2025 par le bureau de contrôle SOCOTEC et les rapports sont référencés sous les numéros H0290/25/1881 pour l'éolienne E5 et H0290/25/1886 pour l'éolienne E8.

Pour ces 2 rapports, aucune non-conformité n'a été relevée sur les installations basse et haute tension.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des brides et du mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides et du mât

Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

Les aérogénérateurs du parc ont fait l'objet d'une maintenance type T4 au 1er trimestre 2025. L'exploitant explique que la maintenance de type T4 est réalisée tous les 5 ans et quelle englobe l'ensemble des contrôles prévus pour les maintenances de type T3 (maintenance principale annuelle) qui comprend notamment la vérification, au moins visuellement, du serrage de l'ensemble des raccords vissés ; un marquage visuel ayant été réalisé lors du contrôle initial au couple.

Vu les rapports du maintenancier pour l'éolienne E1 (en date du 24/02/2025) et pour l'éolienne E5 (en date du 31/03/2025) avec les différents contrôles de serrage.

Lors de la visite sur site, l'inspection a contrôlé par sondage le marquage de certaines brides de l'aérogénérateur E8 ; aucune anomalie a été constatée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes Instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

L'exploitant communique la liste des Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS). Ce document détaille notamment, les équipements vérifiés, la périodicité (annuelle), ainsi que les modalités d'essais et de contrôles.

Sur cette liste, la vérification des batteries, permettant la mise en sécurité de l'installation en cas de perte d'alimentation n'apparaît pas, alors que l'exploitant réalise des tests annuels sur ces dernières.

Vu les rapports du maintenancier pour l'éolienne E1 (en date du 24/02/2025) et pour l'éolienne E5 (en date du 31/03/2025) avec les différents contrôles des Systèmes Instrumentés de Sécurité.

Constat : la liste des systèmes instrumentés de sécurité présentée par l'exploitant n'est pas complète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes Instrumentés de sécurité

Prescription contrôlée :

La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Vu le registre de maintenance avec la liste des équipements de sécurité, la périodicité des contrôles et les résultats des vérifications réalisées au 1^{er} trimestre 2025.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi des opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un registre de maintenance, sous forme de fichier informatique, listant les différents contrôles et leurs fréquences.</p> <p>L'inspection constate que ce document ne comprend que les informations sur les contrôles réalisés en 2025 et que l'ensemble des opérations de maintenance n'apparaissent pas dans le document (il manque par exemple les informations sur le contrôle des installations électriques). L'exploitant indique que ce document ne comprend pas l'ensemble des informations requises, car ERG France vient de reprendre la gestion du parc éolien de Reuilly et Diou Energies depuis le 27 juin 2025.</p> <p>Les informations détenues par le précédent gestionnaire sont en cours de reprise.</p> <p>Constat : le registre de maintenance ne contient pas l'ensemble des informations requises.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence - consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;

- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

L'exploitant présente son Plan Opérationnel de Sécurité Interne (Référence DQSE-003-03) et son plan de prévention relatif au parc en date du 09/07/2025.

L'ensemble des informations requises, en matière de situations d'urgence et de consignes de sécurité, sont consignées dans ces deux documents, à l'exception des limites de fonctionnement des dispositifs de secours et notamment des batteries.

L'exploitant indique que ces documents sont diffusés aux personnels en charge de l'exploitation et de la maintenance.

L'exploitant précise que le plan de prévention est en cours de signature chez le maintenancier, dans le cadre du changement récent de gestionnaire.

Constat : l'exploitant ne consigne pas les limites de fonctionnement des dispositifs de secours et notamment des batteries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Moyens d'alertes

Prescription contrôlée :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :

- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;
- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant

l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>Les consignes en cas de fonctionnement anormal et les modalités de transmission de l'alerte aux services de secours sont spécifiées dans le Plan Opérationnel de Sécurité Interne et dans le plan de prévention.</p> <p>L'exploitant dispose d'un centre de contrôle qui permet de détecter à distance les dysfonctionnements et si besoin d'arrêter à distance les installations.</p> <p>En cas de détection d'une anomalie par un intervenant ou par une personne extérieure au parc, un numéro de téléphone est indiqué sur les panneaux d'informations situés aux abords de chaque éolienne et à l'intérieur de chaque mât. Ce numéro renvoie sur un personnel technique en charge du parc en journée, puis à un personnel d'astreinte entre 17h00 et 8h00.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un extincteur dans le pied du mât de l'aérogénérateur E8. Ce dernier a fait l'objet d'une vérification au cours de la dernière année.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage Chiroptère

Prescription contrôlée :

Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit de tous les aérogénérateurs du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. Les modalités de ce plan sont les suivantes, les appareils de mesure des paramètres visés étant situés à hauteur de nacelle au niveau d'au moins un des aérogénérateurs du parc :

- du 1^{er} juillet au 31 octobre inclus :
- et en cas de vitesse de vent inférieure à 6 m/s;
- et en cas de température supérieure à 12°C ;
- et à partir d'une heure avant le coucher du soleil jusqu'à une heure après le lever du soleil.

Le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est donc arrêté dès lors que les paramètres susmentionnés sont cumulativement rencontrés.

La mise en place effective du plan de bridage des machines et le bon entretien et fonctionnement des appareils utilisés doivent pouvoir être justifiés, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.

Les modalités d'application du bridage peuvent être éventuellement redéfinies par l'exploitant au vu des résultats de suivis environnementaux menés sur le parc, après avis de l'inspection des installations classées.

Constats :

Pendant la visite, l'exploitant s'est connecté au SCADA du parc, ce qui a permis à l'inspection de constater, par échantillonnage, que les paramètres du plan de bridage chiroptères étaient bien respectés et notamment, que l'éolienne E1 s'était bien arrêtée plusieurs fois pendant les nuits du mois de juin.

L'inspection note également que les conditions de bridage, initialement prescrites par l'arrêté d'autorisation, ont été modifiées pour tenir compte des recommandations du dernier rapport de suivi environnemental, qui préconisait d'avancer le début de la période de bridage du 1^{er} juillet au 1^{er} juin.

A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué des extractions du SCADA, sous forme de tableaux Excel.

Le premier document indique les différentes températures et vitesses de vent relevées pour l'éolienne E1 entre le 1^{er} et le 30 juin, par tranche de 10 minutes.

Le second tableau indique, pour la même machine et pour la même période, les dates et durées d'arrêts de cette même éolienne, en fonction des conditions météorologiques.

Les conditions de bridage chiroptères sont bien respectées.

Pas d'écart constaté.

N° 13 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2021, article 3.

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères sur un cycle biologique complet en 2022, conformément au protocole national de suivi environnemental en vigueur.

En particulier, le suivi d'activité des chiroptères s'appuie sur un enregistrement automatique à hauteur d'au moins une des nacelles du parc en continu à minima du 1^{er} avril au 31 octobre inclus. Le suivi d'activité et de mortalité des chiroptères et de l'avifaune a pour objectif d'évaluer l'efficacité et la pertinence du bridage (avec redéfinition éventuelle des modalités initiales de bridage).

Ces études sont conduites par une personne ou un organisme qualifié, en capacité notamment d'identifier les espèces des cadavres d'oiseaux ou de chauves-souris lorsque leur état de décomposition le permet. Le rapport de suivi environnemental contient en outre les écarts de ces résultats par rapport aux analyses précédentes ainsi que, le cas échéant, des propositions de mesures correctives visant à préserver l'avifaune ou les chiroptères. Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans un délai de 6 mois après la dernière campagne de prospections sur le terrain réalisée dans le cadre du suivi 2022.

Constats :

L'inspection a consulté le rapport de suivi environnemental réalisé en 2022 par le bureau d'études EXEN.

Ce dernier fait suite aux deux rapports de suivis post-implantation réalisés sur les années 2020 et 2021.

Le rapport de 2022, rappelle les mesures préconisées à la suite du suivi de 2021 :

- modification de la période de bridage chiroptères avec démarrage du bridage au 1^{er} juin, soit un mois avant la date prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/2021 ;
- pose de girouettes sur les rambardes des escaliers situées en pieds d'éoliennes (2 collisions de Faucons crécerelles en 2020 et 3 en 2021), où cette espèce est souvent observée.

L'inspection constate que le bridage a bien été modifié selon les préconisations du bureau d'études, en revanche, les girouettes n'ont pas été installées sur les rambardes.

Concernant le suivi de mortalité en 2022 :

- 1 cadavre de chauve-souris (pipistrelle commune) a été découvert le 5/09/2022 au pied de l'éolienne E1 ;
- il a été retrouvé 2 cadavres de Buses variables (les 16/05 et 14/09/2022 au pied de E1), 1 cadavre d'Etourneau sansonnet (le 27/10/2022 sous E2), 1 cadavre de Faisan de colchide (le

cadavre d'Etourneau sansonnet (le 27/10/2022 sous E2), 1 cadavre de Faisan de colchide (le 8/06/2022 sous E4) et 1 cadavre de Tourterelle des bois (le 28/07/2022 sous E5) ;

- des plumées ont également été découvertes, elles ont permis d'identifier une Alouette des champs (le 16/05/2022 sous E4), un Faucon crécerelle (le 20/10/2022 sous E8), un Pigeon ramier (le 16/06/2022 sous E2) et un Pipit Farlouse (le 14/09/2022 sous E3).

Concernant l'impact du parc sur les chiroptères, le rapport qualifie le niveau d'impact quantitatif de faible.

Pour les oiseaux, le niveau d'impact quantitatif est qualifié de fort et le niveau d'impact qualitatif du parc est variable selon les espèces : modéré pour le Pipit farlouse, faible à modéré pour le Faucon crécerelle, puis faible ou très faible pour les autres espèces d'oiseaux.

Enfin, le rapport préconise de conserver les mesures correctives mises en place pour la régulation nocturne des machines en faveur des chiroptères. Il recommande également de poursuivre les mesures de réduction déjà engagées, comme veiller à l'absence d'éclairage sur le parc ou limiter la fréquentation de la faune volante autour des éoliennes.

Sur le terrain, l'inspection constate que les pieds des mats sont entretenus correctement, néanmoins, comme mentionné au niveau du 1^{er} point de contrôle, la présence d'un tas de vieille paille à proximité immédiate de la plateforme située au pied de l'éolienne E8 risque d'attirer la faune volante.

Constat : l'exploitant doit veiller à la mise en oeuvre des mesures de réduction.

L'exploitant expliquera pourquoi les girouettes n'ont pas été installées sur les rambardes

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure découverte cadavre

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit la procédure à suivre en cas de découverte de cadavres d'espèces protégées ou d'une mortalité massive de chauves-souris ou d'oiseaux prévoyant notamment :

- la démarche à appliquer pour récupérer et transporter les cadavres ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des causes de la mortalité ; - l'information de l'inspection des installations classées. <p>Cette procédure est communiquée au personnel intervenant sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente une fiche "Conduite à tenir" en cas de découverte de cadavre avifaune/chiroptère.</p> <p>Cette fiche explique la procédure à suivre en cas de découverte d'un cadavre par un bureau d'étude ou un intervenant extérieur. Elle indique notamment que le département environnement d'ERG doit être rapidement informé pour que ce dernier s'assure que l'espèce retrouvée n'est pas menacée et qu'il puisse remplir une fiche incident de déclaration de mortalité pour la transmettre à l'inspection.</p> <p>La fiche ne précise pas la démarche à suivre pour récupérer et transporter les cadavres d'espèces protégées. Pour mémoire, toute manipulation (transport, détention, utilisation) d'espèces protégées doit faire l'objet d'une intervention d'un prestataire disposant de l'autorisation préfectorale préalable nécessaire en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant indique que cette fiche est communiquée à l'ensemble des personnes qui interviennent sur le parc.</p> <p>Constat : la procédure pour récupérer et transporter les cadavres d'espèces protégées n'est pas indiquée dans la fiche "Conduite à tenir" en cas de découverte de cadavre avifaune/chiroptère.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 15 : Biodiversité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/07/2025, article R. 512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il</p>

<p>précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fiche incident de déclaration de mortalité, pour un cadavre de Tourterelle des bois découvert le 28/07/2022, est présentée.</p> <p>Cette dernière est renseignée correctement, elle explique notamment le contexte probable et elle conclut qu'aucune mesure corrective n'est envisageable pour ce type d'espèce, les systèmes de détection par caméras (SDA) n'étant pas adaptés à ce type de gabarit d'oiseau.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection des installations classées et les agents de l'OFB ont procédé à une recherche de cadavres aux pieds des éoliennes E1 et E8, ces prospections n'ont pas permis de découvrir d'animaux morts.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plantations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Ce défrichement est compensé par la plantation d'un nombre équivalent de nouveaux arbres isolés et de linéaires de haies, de même essence, destinés à pallier la perte d'habitat.</p> <p>Ces espaces sont créés à une distance suffisante de l'emprise des aérogénérateurs pour ne pas favoriser la prolifération d'avifaune et de chiroptères au voisinage direct des machines.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un devis réalisé pour la plantation de végétaux, destiné à la reconstitution d'une haie le long de la RD 2 au niveau de l'intersection avec la RD 27, en compensation d'un défrichement réalisé en phase travaux.</p> <p>Un document de contrôle interne, en date du 11/09/2024, est également présenté.</p> <p>Ce document indique que les plantations ont été réalisées au printemps 2023 et il précise, qu'en septembre 2024, la haie est étouffée par des adventices, que les pertes sont importantes et qu'il conviendrait de procéder à un désherbage/débroussaillage.</p>

Sur site, l'inspection des installations classées et les agents de l'OFB ont procédé à une vérification qui a permis de constater qu'environ 50 % des plantations étaient mortes et que les arbustes restants étaient étouffés par des herbes et végétaux sauvages.

Les services ont indiqué à l'exploitant qu'il convenait de nettoyer les pieds des arbustes, de procéder à de nouvelles plantations en remplacement de celles disparues et d'assurer un minimum de suivi et d'entretien des plantations pour permettre le développement de la haie.

Constat : l'exploitant doit prendre les mesures adaptées pour s'assurer du bon développement de la haie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective